



PETITE

entreprise

VOL. 6, n° 4, février 2005

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES

tendances

Entre le troisième trimestre de 2003 et celui de 2004, les petites entreprises (moins de 100 employés) ont perdu près de 1 270 emplois, soit près de 0,8 % des emplois nets créés dans l'économie canadienne.

On comptait 2,35 millions d'établissements commerciaux en juin 2004, ce qui représente une hausse de 5,3 % par rapport à juin 2003.

On a enregistré 1 796 faillites commerciales au troisième trimestre de 2004, soit une diminution d'environ 10 % par rapport au trimestre correspondant de 2003.

Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte se sont chiffrés à 93 milliards de dollars au troisième trimestre de 2004, soit presque la même somme qu'un an auparavant. Les prêts de moins de 500 000 \$ constituaient 21 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.

En 2002-2003, 11 252 prêts d'une valeur de 955,9 millions de dollars ont été accordés dans le cadre du Programme de financement des petites entreprises du Canada. Plus de la moitié de cette somme (57 %) a aidé des entreprises en démarrage. On estime que le programme a contribué à la création de près de 31 200 emplois pendant cette période.

Il y avait 2,48 millions de travailleurs indépendants au troisième trimestre de 2004, soit une hausse de 1,9 % par rapport au trimestre correspondant de 2003.

¹ Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

POUR SUIVRE SUR NOTRE LANCÉE :

Un forum économique sur les femmes entrepreneures

Lindustrie Canada et l'Eric Sprott School of Business de l'université Carleton ont organisé un forum économique sur les femmes entrepreneures à Ottawa, du 27 au 29 octobre 2004, en vue de passer en revue les travaux de recherche sur les différences entre les femmes entrepreneures et leurs homologues masculins et de discuter des répercussions sur l'esprit d'entreprise et sur les politiques et les programmes visant la petite entreprise. Le forum offrait une occasion en or de réunir des chercheurs et des décideurs dans ce domaine.

Selon les études d'Industrie Canada présentées au forum, les femmes propriétaires d'entreprise font maintenant partie intégrante du paysage économique canadien. D'après le nombre d'entreprises, l'entrepreneuriat féminin au Canada a triplé au cours des 20 dernières années¹. En 2001, les entreprises comptant au moins un propriétaire de sexe féminin représentaient 47 % de l'ensemble des petites et moyennes entreprises (PME) et employaient 2,6 millions de personnes. Des femmes détenaient une participation majoritaire dans 18 % de ces entreprises, lesquelles comptaient près de 570 000 employés.

Les PME où les femmes avaient des intérêts majoritaires généraient un chiffre d'affaires global de 72 milliards de dollars en 2000, soit 8 % du chiffre d'affaires de toutes les PME canadiennes. Bien que les femmes exploitent des PME dans toutes les branches de l'économie, leur présence est nettement plus forte dans le secteur des services. En 2001, 80 % des PME appartenant à des femmes étaient concentrées dans l'industrie des services, comparativement à 59 % des PME appartenant à des hommes.

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

<i>Création d'emplois</i>	2
<i>Travail indépendant</i>	4
<i>Faillites commerciales</i>	5
<i>Établissements commerciaux</i>	5
<i>Coup d'œil sur l'économie</i>	5
<i>Financement</i>	7
<i>Faits nouveaux</i>	8





(suite de la page 1)

On observe d'autres différences importantes entre les entreprises appartenant à des femmes et celles appartenant à des hommes. Ainsi :

- en 2001, 85 % des entreprises appartenant à des femmes étaient des micro-entreprises (comptant moins de 5 employés), par rapport à 79 % des entreprises appartenant à des hommes;
- en 2000, les femmes propriétaires d'entreprise réalisaient un chiffre d'affaires annuel moyen de 318 000 \$, alors que celui de leurs homologues masculins atteignait 680 000 \$;
- en 2000, les bénéfices nets des entreprises détenues par des femmes se chiffraient en moyenne à un peu plus de la moitié de ceux enregistrés par les entreprises appartenant à des hommes (34 000 \$ par rapport à 65 000 \$);
- 17 % des PME dont les femmes détenaient des intérêts majoritaires ont fait une demande d'emprunt en 2000, comparativement à 23 % des PME appartenant à des hommes;
- en 2000, les petites entreprises appartenant à des femmes exportaient moins que celles de leurs homologues masculins (8 % par rapport à 11 %).

Pour mieux comprendre les facteurs qui sous-tendent ces différences, les chercheurs, les représentants d'associations de femmes propriétaires d'entreprise et ceux qui fournissent des services aux entrepreneures ont présenté des communications sur divers sujets. Par la suite, les délégués se sont réunis en tables rondes et se sont penchés sur les répercussions des résultats de ces études pour la politique gouvernementale. Ils ont arrêté un train de mesures jugées prioritaires. Les participants étaient très satisfaits du contenu et de la structure du forum et, au dire de plusieurs, l'événement était une initiative attendue depuis longtemps pour faire converger recherche et politique.

Il ressort clairement des débats qu'il reste beaucoup à faire. Par exemple :

- les données sur l'utilisation des programmes destinés aux petites entreprises ne précisent pas souvent le sexe des clients;
- on ne possède guère d'information concernant l'incidence des politiques et programmes actuels visant les PME sur les entreprises appartenant à des femmes;
- il faut envisager une nouvelle approche pour comprendre les différences entre les deux sexes dans les besoins en matière d'entrepreneuriat, puisque les explications « traditionnelles » du retard des entreprises appartenant aux femmes par rapport à celles appartenant aux hommes (p. ex., entreprises plus récentes, concentration dans l'industrie des services) ne sont pas confirmées par les travaux de recherche.

Un rapport résumant les résultats des études et les recommandations sera transmis aux ministères et organismes fédéraux responsables des politiques et programmes visant l'entrepreneuriat et les petites entreprises.

Des extraits des travaux de recherche présentés au forum seront publiés dans un numéro spécial du *Journal of Small Business and Entrepreneurship* consacré aux femmes entrepreneures et à la politique gouvernementale, qui doit paraître à l'automne 2005.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le forum, prière de consulter le site www.sprott.carleton.ca/forum/ (en anglais seulement).

¹ Les données présentées dans l'article sont tirées du Programme de recherche sur le financement des PME, initiative fédérale visant à fournir des données détaillées et fiables sur le financement des PME au Canada.

CRÉATION *d'emplois*

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, près de 159 000 emplois nets (emplois rémunérés) ont été créés entre le troisième trimestre de 2003 et le trimestre correspondant de 2004 (tableau 1), ce qui représente une augmentation de 1,2 %. Ce gain est plus important que celui réalisé entre le troisième trimestre de 2002 et celui de 2003 (133 500 emplois). Le tableau 1 révèle que la totalité de la croissance de l'emploi enregistrée entre le troisième trimestre de 2003 et le trimestre correspondant de 2004 provient des grandes entreprises (500 employés et plus). Les petites et les moyennes entreprises (moins de 100 employés et de 100 à 499 employés, respectivement) ont quant à elles

accusé des reculs de 0,8 % et 6,3 % dans la création nette d'emplois au cours de cette période.

Le tableau 2 présente, à l'aide de moyennes sur quatre trimestres, la variation de l'emploi sur 12 mois selon la taille de l'entreprise, d'une province et d'un territoire à l'autre. C'est au Nunavut (3,4 %), en Saskatchewan (2,4 %), en Alberta (1,6 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (1,6 %) que le taux de croissance de l'emploi a été plus élevé. Parmi les petites entreprises, la catégorie de celles comptant de 5 à 19 employés a été la seule à enregistrer une augmentation de l'emploi rémunéré (2,4 %).

(suite à la page 3)

Tableau 1 : Variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, Canada, du premier trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2004

Trimestre	Variation nette totale		% de la contribution à la variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	3,7	445 716	10,2	1,3	8,2	6,1	25,8	11,4	3,6	15,0	59,2
T2 2001	2,8	344 534	2,0	8,8	13,3	12,1	36,1	11,0	2,7	13,7	50,1
T3 2001	1,8	220 349	30,4	2,6	17,3	15,8	66,1	0,1	-1,0	-0,9	34,8
T4 2001	0,9	118 891	33,4	39,9	36,0	13,9	123,2	-18,7	-39,8	-58,5	35,3
T1 2002	0,9	109 548	-10,5	32,4	43,3	37,1	102,3	-8,6	-26,8	-35,4	33,1
T2 2002	1,7	219 942	-2,2	5,4	36,8	37,7	77,8	14,1	-16,4	-2,3	24,5
T3 2002	2,9	371 463	-0,5	1,0	24,1	25,5	50,1	16,7	-8,7	8,0	41,9
T4 2002	3,7	468 364	-1,0	2,0	22,3	23,7	47,0	13,1	-1,9	11,1	41,9
T1 2003	3,3	417 855	1,6	-0,2	17,6	19,7	38,6	13,1	2,8	15,9	45,4
T2 2003	2,3	295 447	4,5	0,3	9,6	9,5	23,9	12,4	4,5	16,9	59,2
T3 2003	1,0	133 500	9,1	-5,9	14,3	15,7	33,1	16,6	11,4	28,0	38,9
T4 2003	0,7	88 971	7,3	-15,3	18,5	29,4	39,9	17,6	13,8	31,4	28,7
T1 2004	0,5	63 120	1,3	19,9	15,9	25,8	62,9	0,6	-37,4	-36,8	73,9
T2 2004	0,7	93 736	-20,0	92,5	-28,9	-45,4	-1,7	-31,3	21,3	-9,9	111,7
T3 2004	1,2	158 969	-18,7	59,0	-10,6	-30,6	-0,8	-9,7	3,4	-6,3	107,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, décembre 2004.

Tableau 2 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon la province ou le territoire et selon la taille de l'entreprise, moyennes sur quatre trimestres, du quatrième trimestre de 2002 au troisième trimestre de 2004

	Variation nette totale		Taux de croissance selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
Terre-Neuve-et-Labrador	0,2	441	-0,4	5,8	3,2	-1,2	2,7	-3,6	23,6	3,8	-2,3
Île-du-Prince-Édouard	0,9	574	1,0	-1,4	-3,5	-2,7	-1,8	-2,7	4,3	-0,7	4,6
Nouvelle-Écosse	-0,8	-3 170	-3,0	1,3	-1,5	-0,8	-0,7	-0,9	5,1	0,6	-1,5
Nouveau-Brunswick	-2,4	-7 227	-0,9	-0,2	-2,4	-4,0	-1,6	-6,2	-9,3	-7,1	-1,7
Québec	0,6	17 311	-2,5	1,3	1,5	0,1	0,5	-1,2	-0,8	-1,1	1,3
Ontario	0,9	43 582	-1,2	2,5	-1,2	-1,6	-0,1	-1,1	0,3	-0,7	2,2
Manitoba	-0,9	-4 456	-3,0	3,0	-3,6	-7,3	-2,2	-2,7	-4,1	-3,1	1,0
Saskatchewan	2,4	9 396	-2,7	2,8	-2,2	-3,4	-0,7	-3,3	7,7	0,0	6,4
Alberta	1,6	23 672	1,8	3,1	-1,9	0,4	1,0	3,4	-1,4	2,0	2,2
Colombie-Britannique	1,3	20 470	0,0	4,0	1,8	-0,4	1,8	2,6	4,8	3,2	-0,1
Territoire du Yukon ³	-0,7	-105	-2,7	4,0	2,4	0,8	1,7	0,2	—	—	—
Territoires du Nord-Ouest ³	1,6	347	-6,3	1,8	4,3	-9,1	-0,7	9,1	—	—	—
Nunavut ³	3,4	365	-6,0	-7,9	-0,8	25,4	3,1	-6,8	—	—	—
Total – Canada	0,8	101 199	-1,1	2,4	-0,3	-1,1	0,3	-0,5	0,6	-0,2	1,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, décembre 2004.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau moyen d'emploi au cours des quatre trimestres se terminant au troisième trimestre de 2004 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage; services de ménages privés; organismes religieux; et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

³ Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus dans les territoires sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille et au territoire.



TRAVAIL *indépendant*

L' *Enquête sur la population active* de Statistique Canada distingue cinq catégories de travailleurs indépendants :

- propriétaires actifs d'une entreprise constituée en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'une entreprise constituée en société sans aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée;
- propriétaires actifs d'une entreprise non constituée en société sans aide rémunérée;
- travailleurs familiaux non rémunérés.

En utilisant des tableaux spéciaux de l'*Enquête sur la population active*, la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a établi le profil des différentes catégories de travailleurs selon les heures de travail habituelles.

En 2003, tant chez les hommes que chez les femmes, les travailleurs indépendants ont travaillé en moyenne plus d'heures par semaine que les employés. Chez les hommes, l'écart était plus marqué. En effet, les travailleurs autonomes ont été à l'ouvrage en moyenne 44,6 heures par semaine, comparativement à 38,2 heures pour les employés, soit une différence de 6,4 heures. Environ 48 % des travailleurs indépendants ont

travaillé davantage que les 40 heures d'une semaine normale, alors que cette proportion n'était que de 16 % pour les employés (tableau 3).

Chez les femmes, les travailleuses indépendantes n'ont travaillé que 0,7 heure de plus par semaine que les employées, soit 33,3 heures comparativement à 32,6 heures. Ce faible écart est dû à deux influences dont les effets contraires se sont annulés. D'un côté, 26 % des travailleuses autonomes ont travaillé plus que 40 heures par semaine comparativement à 5 % pour les employées. Toutefois, elles ont été les plus susceptibles de travailler à temps partiel (moins de 30 heures par semaine). En effet, 39 % d'entre elles ont déclaré avoir travaillé à mi-temps comparativement à 26 % des employées.

En proportion, ce sont les travailleurs indépendants avec aide rémunérée qui ont travaillé le plus longtemps, avec une moyenne de 49 heures par semaine. Cinquante-neuf pour cent d'entre eux ont travaillé plus de 40 heures par semaine. La tendance est la même pour les femmes, mais dans une moindre mesure. Les travailleuses autonomes avec aide rémunérée travaillaient en moyenne 40 heures par semaine, comparativement à 33 heures pour celles sans aide rémunérée. Ce sont les travailleuses indépendantes sans aide rémunérée qui ont été les plus susceptibles de travailler à temps partiel, soit 34 % de celles qui étaient propriétaires d'une entreprise constituée en société et 47 % de celles qui étaient propriétaires d'une entreprise non constituée en société.

Tableau 3 : Répartition des travailleurs indépendants et des employés, en fonction des heures de travail par semaine, moyenne annuelle, 2003

Nombre habituel d'heures de travail par semaine	Hommes							Femmes						
	Travailleurs indépendants						Travailleurs familiaux non rémunérés ¹	Travailleuses indépendantes						
	Entreprise constituée en société		Entreprise non constituée en société		Employés	Entreprise constituée en société		Entreprise non constituée en société		Travailleuses familiales non rémunérées				
	Avec aide	Sans aide	Avec aide	Sans aide		Avec aide		Sans aide	Avec aide		Sans aide			
Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	Total	
1-4	3,7 %	4,5 %	1,0 %	3,1 %	2,0 %	7,3 %	25,4 %	7,4 %	16,5 %	6,8 %	12,2 %	5,5 %	21,1 %	28,8 %
5-29	6,8 %	8,5 %	3,0 %	7,8 %	5,5 %	12,4 %	17,0 %	19,0 %	22,2 %	14,8 %	21,8 %	13,3 %	25,5 %	27,2 %
30-34	3,9 %	6,8 %	3,4 %	6,6 %	5,0 %	9,3 %	—	9,5 %	10,2 %	8,1 %	10,2 %	10,6 %	10,5 %	14,8 %
35-39	18,1 %	6,3 %	4,8 %	7,4 %	5,7 %	7,0 %	—	30,3 %	7,7 %	8,7 %	8,3 %	7,8 %	7,4 %	2,9 %
40	51,6 %	25,9 %	28,8 %	27,6 %	22,3 %	24,9 %	4,7 %	29,0 %	17,4 %	27,1 %	19,9 %	21,2 %	14,1 %	13,2 %
41-49	8,7 %	8,9 %	9,9 %	8,6 %	9,8 %	8,1 %	6,2 %	3,0 %	5,8 %	7,0 %	5,9 %	8,2 %	5,1 %	0,6 %
50 ou plus	7,2 %	39,2 %	49,0 %	38,8 %	49,7 %	31,1 %	26,6 %	1,8 %	20,3 %	27,5 %	21,7 %	33,4 %	16,3 %	12,5 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Moyenne (en heures)	38,2	44,6	49,0	45,1	48,6	41,1	35,2	32,6	33,3	39,9	35,1	41,7	30,2	27,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2004.

¹ Certaines des données sur les travailleurs familiaux non rémunérés ne sont pas disponibles, car elles ont été supprimées dans la source originale pour des raisons de confidentialité. Cependant, ces valeurs sont incluses dans le total et sont prises en compte pour calculer le nombre moyen d'heures habituellement travaillées par semaine.

FAILLITES commerciales

Avec 1 796 entreprises faillies au troisième trimestre 2004¹, les faillites commerciales ont atteint leur plus bas niveau en 17 ans. Cela représente une diminution de 10 % par rapport à la même période en 2003 (2 006). Les faillites ont également reculé de 12 % par rapport au deuxième trimestre (2 048). Quatre secteurs, soit ceux de la construction (289), du commerce de détail (283), de l'hébergement et des services de restauration (215), ainsi que du transport et de l'entreposage (180) comptaient à eux seuls pour plus de la moitié des faillites commerciales. Toutefois, c'est le quatrième secteur qui a montré l'amélioration la plus marquée, avec une baisse de 17 % des faillites par rapport au deuxième trimestre.

Par contre, le passif lié aux faillites a connu une forte croissance trimestrielle, soit 54 %, passant de 670 millions de dollars à 1,034 milliard. Le passif moyen s'est établi à 576 000 dollars par entreprise faillie, soit une augmentation trimestrielle de 75 %. Le secteur manufacturier et celui de l'agriculture, de la foresterie, de la chasse et de la pêche constituaient à eux deux 55 % du passif du troisième trimestre, alors qu'ils ne représentaient que 13 % des faillites commerciales.

¹ Depuis le premier trimestre de 2004, le Bureau du surintendant des faillites présente ses données selon les codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que selon la classification type des industries. Ce changement de méthode pourrait avoir affecté l'exactitude des comparaisons présentées dans ce texte.

ÉTABLISSEMENTS commerciaux

Selon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le nombre d'établissements commerciaux¹ au Canada s'est établi à près de 2 347 000 en juin 2004, soit une augmentation de 5,3 % par rapport au niveau de juin 2003. Pendant cette même période, le nombre d'entreprises indéterminées (sans employé)² a augmenté de près de 120 000, soit une augmentation de 10,1 %. Parallèlement, le nombre d'établissements avec salariés a diminué d'environ 800 par rapport aux 1 047 132 enregistrés en juin 2003, ce qui représente une diminution d'à peine 0,1 %. Le tableau 4 présente la distribution des établissements commerciaux selon le nombre d'employés et le secteur industriel.

En juin 2004, les petites entreprises (moins de 100 employés) représentaient près de 98 % des établissements avec salariés. Parmi elles, ce sont les micro-entreprises (moins de 5 employés) qui étaient les plus nombreuses, puisqu'elles comptaient pour 57,5 % du total des établissements avec salariés. Les entreprises de 5 à 49 employés comptaient quant à elles pour 37,2 % de ce total et les entreprises de 50 à 99 employés représentaient seulement 2,9 % du total, soit environ 31 000 établissements commerciaux.

Plus du tiers des petites entreprises œuvraient dans les secteurs du commerce de détail, des services professionnels, scientifiques et techniques et de la construction. Par ailleurs, trois secteurs représentaient à eux seuls

(suite à la page 6)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 23 décembre 2004

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. Le PIB réel a progressé à un taux annualisé de 3,2 % au cours du troisième trimestre de 2004, après une hausse de 3,9 % au trimestre précédent. Cette croissance est principalement attribuable à la demande intérieure finale (qui inclut les dépenses de consommation, les dépenses des entreprises et celles du gouvernement), qui a progressé, passant de 2,1 % au deuxième trimestre à 3,3 %, et à une accumulation importante des stocks. En ce qui a trait aux revenus, les bénéficiaires des entreprises ont augmenté de 8,5 %, après avoir progressé en moyenne de 33,7 % au deux premiers trimestres de 2004. Le revenu personnel disponible a augmenté de 2 % au troisième trimestre, comparativement à 5 % au trimestre précédent, en partie en raison de l'inclusion de la contribution-santé de l'Ontario en tant que taxe dans les comptes nationaux.

PIB réel mensuel. Après une hausse appréciable au cours des trois mois précédents, le PIB réel mensuel est demeuré inchangé en septembre et octobre. Cependant, la production avait enregistré une hausse de 3,2 % par rapport à l'année précédente. La production de biens a reculé de 0,2 %, après une perte de 0,1 % en septembre. Cette baisse reflète des reculs dans tous les secteurs, sauf celui de l'agriculture et de l'exploitation minière. La construction a affiché la plus forte baisse (0,6 %). La production du secteur de la fabrication a chuté de 0,3 % après avoir régressé de 0,2 % en septembre. Elle était toutefois 4,8 % plus élevée qu'une année plus tôt. Comme en septembre, en octobre, la production du secteur des services s'est accrue de 0,1 %. Elle était 3,2 % plus élevée que 12 mois plus tôt. C'est le secteur de la vente de détail qui a enregistré les gains les plus importants en octobre (0,9 %), grâce aux incitatifs pour la vente d'automobiles. Les grèves des fonctionnaires fédéraux ont réduit de 1,2 % la production de l'administration publique fédérale et le lock-out des joueurs de la Ligue nationale de hockey a entraîné une baisse de production de 2,1 % dans l'industrie des arts et du spectacle.

Perspectives économiques. Les perspectives économiques ont été légèrement révisées à la baisse. En effet, selon l'enquête du *Consensus Forecast* de décembre, la hausse du PIB réel au Canada sera de 2,7 % pour 2004 et de 3 % pour 2005. Il y a trois mois, elle prévoyait des hausses de 2,9 % pour 2004 et de 3,3 % pour 2005. La croissance moins élevée en 2004 reflète en grande partie les révisions à la baisse du PIB réel au cours des deux premiers trimestres de 2004, alors que celle de 2005 reflète la faiblesse de l'économie et un huard canadien bien plus fort que prévu.

Dépenses de consommation. L'augmentation des dépenses de consommation a atteint 3 % au troisième trimestre, par rapport à une hausse de 2,1 % au deuxième trimestre. Cette hausse est attribuable en grande partie à l'accélération des dépenses au titre des biens semi-durables (8,9 %) et durables (4,8 %). Les dépenses au titre des services ont progressé de 2,1 %, en baisse par rapport à la hausse de 2,3 % enregistrée au deuxième trimestre.

Investissement dans l'habitation. L'investissement et l'activité dans le secteur de l'habitation ont ralenti au troisième trimestre, la construction résidentielle ayant progressé de 3,3 %, soit la moitié de la croissance enregistrée au deuxième trimestre. Le ralentissement a été notable dans la revente de maisons, où les coûts de propriété et de transfert ont chuté de 15,6 %, après avoir fait un bond de 25,6 % au trimestre précédent. Les dépenses au titre des rénovations ont progressé de 12,3 %, après avoir augmenté de 3,9 % au deuxième trimestre. Selon des indicateurs récents, le ralentissement se poursuivra dans le secteur du logement au quatrième trimestre. Le nombre moyen de mises en chantier au cours des deux premiers mois du quatrième trimestre avait baissé de 6,6 % par rapport au troisième trimestre.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel. Ce type d'investissement a progressé de 8,2 % au cours du troisième trimestre (la 7^e hausse trimestrielle de suite), après une augmentation de 5,5 % au trimestre précédent. Stimulé par la baisse des prix associée à l'appréciation du huard, l'investissement dans les machines et le matériel a augmenté de 4,5 % en 2003, après un recul de 1,2 % en 2002.

(suite à la page 7)



(suite de la page 5)

plus du tiers des micro-entreprises (de 1 à 4 employés). Tout comme en juin 2003, ces secteurs étaient les services professionnels, scientifiques et techniques, la construction, ainsi que les autres services. Les entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés) étaient quant à elles concentrées dans le secteur manufacturier (21 %) et celui du commerce de détail (13 %).

¹ Pour qu'un établissement commercial soit compté dans le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, il faut que l'entreprise à laquelle il appartient réponde à l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (retenues sur la paie remise à l'Agence du revenu du Canada), avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 \$ ou être constituée en société et avoir produit au moins une déclaration fédérale de revenus des sociétés au cours des trois dernières années. Plusieurs établissements commerciaux peuvent appartenir à une même entreprise, et chaque entreprise possède au moins un établissement commercial.

² La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les établissements constitués ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et/ou des propriétaires.

Tableau 4 : Distribution des établissements commerciaux selon le nombre d'employés et l'industrie, juin 2004

Industrie	Établissements avec salariés												
	Total général	Entreprises indéterminées ¹	Total	Nombre d'employés								Distribution (%)	
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+	1-99	100-499
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	198 087	139 118	58 969	43 185	7 888	4 486	2 454	655	223	70	8	5,7	1,3
Exploitation minière, pétrolière et gazière	16 206	7 917	8 289	4 801	1 113	907	778	334	185	119	52	0,8	1,4
Services publics	2 039	826	1 213	532	207	150	144	60	42	38	40	0,1	0,4
Construction	266 121	154 881	111 240	73 589	16 769	10 227	6 959	2 386	899	331	80	10,8	5,7
Secteur manufacturier	105 620	43 393	62 227	26 689	9 343	8 163	8 448	4 611	2 912	1 619	442	5,6	20,9
Commerce de gros	125 606	61 217	64 389	32 317	11 993	9 288	7 274	2 185	947	324	61	6,2	5,9
Commerce de détail	227 222	94 512	132 710	60 454	31 663	21 563	11 956	4 130	2 016	821	107	12,7	13,1
Transport et entreposage	112 613	66 644	45 969	30 945	5 748	3 948	3 150	1 185	527	329	137	4,4	3,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	32 774	19 048	13 726	7 304	2 016	1 582	1 643	585	331	178	87	1,3	2,3
Finance et assurances	108 615	74 171	34 444	17 489	5 475	4 567	4 858	1 056	532	298	169	3,3	3,8
Services immobiliers, location et location à bail	175 421	135 149	40 272	24 893	6 602	4 304	2 951	979	343	149	51	3,9	2,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	316 840	201 471	115 369	81 553	14 982	9 402	6 219	1 896	795	405	117	11,2	5,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	91 102	74 049	17 053	10 249	2 470	1 838	1 436	600	282	107	71	1,6	1,8
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	110 702	62 708	47 994	27 773	8 030	5 477	4 014	1 445	716	403	136	4,6	5,2
Services d'enseignement	22 008	10 279	11 729	6 086	1 917	1 400	1 039	395	245	221	426	1,1	2,1
Soins de santé et assistance sociale	96 850	13 550	83 300	47 588	16 022	9 468	5 678	2 066	1 279	808	391	7,9	9,6
Arts, spectacles et loisirs	43 236	25 166	18 070	9 938	3 155	2 242	1 690	575	291	133	46	1,7	2,0
Hébergement et services de restauration	116 296	41 575	74 721	29 153	14 725	14 028	11 297	4 000	1 143	306	69	7,2	6,7
Autres services (sauf les administrations publiques)	171 358	74 804	96 554	64 809	17 149	8 711	4 281	1 023	393	147	41	9,4	2,5
Administrations publiques	8 165	58	8 107	2 305	1 704	1 105	1 203	644	447	361	338	0,7	3,7
Tous les secteurs industriels	2 346 881	1 300 536	1 046 345	601 652	178 971	122 856	87 472	30 810	14 548	7 167	2 869	100,0	100,0
Proportion des établissements avec employés			100 %	57,5 %	17,1 %	11,7 %	8,4 %	2,9 %	1,4 %	0,7 %	0,3 %		

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, juin 2004.

¹ La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les établissements constitués ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et/ou des propriétaires.

FINANCEMENT

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada – Rapport annuel 2002-2003

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada (PFPEC) facilite l'accès au financement par emprunt reposant sur l'actif, pour l'établissement, l'expansion, la modernisation et l'amélioration des petites et moyennes entreprises (PME). Il s'agit d'un programme de partage des pertes reposant sur un partenariat entre le gouvernement fédéral et les bailleurs de fonds du secteur privé. Il est offert par un réseau de près de 1 540 prêteurs du secteur privé.

Le Projet pilote de location-acquisition s'inscrit dans ce programme. Il vise à déterminer l'efficacité du programme de partage des pertes du PFPEC en facilitant l'accès des PME du Canada au crédit-bail afin qu'elles puissent innover, se moderniser et prendre de l'expansion.

Le rendement du programme est documenté dans son rapport annuel. Les points saillants du rapport le plus récent (pour la période de 12 mois prenant fin le 31 mars 2003) sont les suivants :

- Environ 11 252 prêts aux petites entreprises totalisant 955,9 millions de dollars et 57 locations-acquisitions se chiffrant à 8,8 millions de dollars ont été accordés en 2002-2003. Le montant moyen du prêt s'élevait à environ 85 000 \$ et celui de la location-acquisition, à environ 154 000 \$.
- Les nouvelles entreprises représentaient la moitié du nombre de prêts et 57 % de leur valeur en 2002-2003. D'après la valeur, 55 % des prêts ont été consentis à quatre secteurs industriels : services de restauration, commerce de détail, fabrication, et transport et entreposage. Les franchises représentaient 11 % de la valeur des prêts. Pour ce qui est de la location-acquisition, les nouvelles entreprises représentaient 27 % des prêts d'après la valeur, tandis que 47 % ont été consentis à des entreprises ayant plus de trois ans.
- Selon les emprunteurs, les prêts consentis en 2002-2003 ont été à l'origine de 31 173 nouveaux emplois au Canada, soit environ 2,8 emplois par prêt. Les estimations concernant l'emploi pour les locations-acquisitions étaient de 140 nouveaux emplois, ou quelque 2,5 emplois par location-acquisition.
- En 2002-2003, 1 425 réclamations totalisant 69,4 millions de dollars ont été payées pour des prêts qui n'avaient pas été remboursés pendant la durée de vie de quatre ans du PFPEC. Aucune réclamation pour perte n'a été présentée dans le cas des locations-acquisitions.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'examen détaillé du PFPEC ou pour se procurer un exemplaire du rapport annuel, veuillez consulter notre site Web à l'adresse

www.strategis.gc.ca/recherche/lfpec

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 23 décembre 2004

(suite de la page 5)

Bénéfices des sociétés (avant impôts). Les bénéfices des sociétés ont grimpé de 8,5 % (taux annualisé) au troisième trimestre, après avoir fait un bond de 33 % au deuxième trimestre. Les bénéfices des sociétés, qui représentent 13,9 % du PIB, dépassent de loin leur moyenne de 11,1 % établie sur 10 ans.

Compte courant. Le compte courant s'établissait à 37,6 milliards de dollars (valeur annualisée) au troisième trimestre, soit 7,2 milliards de moins qu'au deuxième trimestre. Il s'agissait cependant du 21^e excédent de suite. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction de l'excédent commercial au titre des marchandises et au plus grand déficit au titre des revenus d'investissements. L'excédent au titre du commerce de marchandises se chiffrait à 69,3 milliards de dollars, alors que les importations ont progressé davantage que les exportations (2,5 % contre 0,4 %). L'augmentation des importations est attribuable en grande partie aux produits automobiles, aux biens industriels et au pétrole brut. Le déficit au chapitre des services a régressé de 1,2 milliard de dollars, tandis que celui se rapportant au revenu d'investissement s'est accru de 1,2 milliard en raison des profits moins élevés enregistrés par les investisseurs directs canadiens.

Enquête sur la situation des entreprises (octobre). Selon l'Enquête, les perspectives de production des fabricants pour le quatrième trimestre demeuraient optimistes, et ce principalement en raison de l'optimisme persistant dans 16 des 21 industries de fabrication, avec en tête les secteurs de la fabrication de produits informatiques et électroniques et de la machinerie. Soixante-neuf pour cent des fabricants s'attendaient à ce que leur production demeure stable et 22 % prévoyaient une hausse. Quatre-vingt-onze pour cent des producteurs estimaient que leur effectif demeurerait le même ou augmenterait.

Emploi. Le nombre d'emplois nets a augmenté de 5 000 en novembre, après une forte hausse au cours des deux mois précédents (78 000 nouveaux emplois nets). Cette hausse visait uniquement les emplois à temps partiel en novembre (30 000 emplois créés). Cependant, le nombre d'emplois à temps partiel a baissé de 0,7 % (22 000) depuis le début de l'année, tandis que le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 1,7 % (217 000), ce qui a plus que compensé la perte d'emplois à temps partiel. En novembre, le taux de chômage a augmenté de 0,2 % pour s'établir à 7,3 %.

Indice des prix à la consommation (IPC). L'IPC affichait une croissance sur 12 mois de 2,4 % en novembre, par rapport à 2,3 % en octobre. Le taux d'inflation de base, qui exclut les éléments de l'IPC dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes et qui est la cible de la politique monétaire, est passé de 1,4 % en octobre à 1,6 % en novembre, soit un niveau sous le point-millieu de la fourchette cible officielle de 1 à 3 % visée par la politique monétaire.

Banque du Canada. Le 7 décembre 2004, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,5 %, après l'avoir augmenté de 25 points de base en septembre et en octobre. La décision de la banque reflète l'effet modérateur du dollar canadien sur l'économie canadienne. Le 14 décembre, la Réserve fédérale des États-Unis a augmenté le taux des fonds fédéraux de 25 points de base, ce qui donne lieu à une augmentation cumulative de 100 points de base depuis le mois d'août, le portant ainsi à 2,25 %. L'écart entre le taux canadien du papier des sociétés non financières à 90 jours et le taux américain s'est rétréci pour s'établir à 19 points de base le 22 décembre 2004, alors qu'il était de 60 points de base en octobre et de plus de 150 points de base au début de 2004.

Dollar canadien. Le huard a clôturé à 0,812 \$US le 23 décembre 2004, en baisse de 4,5 % depuis le 26 novembre, où il avait battu un record en atteignant son plus haut niveau depuis 12 ans, soit environ 0,85 \$US. La récente baisse du dollar canadien reflète une réduction de l'écart dans les taux d'intérêts, la baisse du prix des produits de base et le ralentissement de l'économie, ainsi qu'une reprise du dollar américain par rapport aux principales devises.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Hossein Rostami, par téléphone au (613) 955-8452 ou par courriel à l'adresse rostami.hossein@ic.gc.ca

FAITS *nouveaux*

Gérer pour réussir en affaires

La mise à l'essai auprès de groupes cibles du site Web d'Industrie Canada *Gérer pour réussir en affaires* vient de prendre fin. Le but était de s'assurer que le site Web répond aux besoins de ses clients. Inauguré l'été dernier, le portail a vocation à donner des avis et des renseignements pratiques sur les difficultés de gestion que doivent surmonter les petites entreprises.

La mise à l'essai a fait appel à des particuliers et à des groupes de discussion en ligne, qui ont fait part de leurs observations sur la présentation, le contenu, la navigation et d'autres aspects fonctionnels du site. Dans l'ensemble, les participants ont trouvé le site instructif et concis, et sa navigation intuitive, rapide et utile. Ils ont signalé les points à améliorer, dont la nécessité d'ajouter des liens menant à des sites canadiens dans les deux langues officielles, d'utiliser une terminologie

commerciale de base, d'améliorer le concept et les couleurs et de simplifier l'organisation du site par des sujets plus clairs au menu de la barre de gauche.

Consultez le nouveau site Web *Gérer pour réussir en affaires* en mars 2005, à l'adresse www.strategis.gc.ca/gestion-pme

Principales statistiques relatives aux petites entreprises

Une version actualisée du document *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*, donnant un aperçu statistique du secteur des petites entreprises au Canada, a été publiée en janvier 2005. Outre les données à jour, la publication comprend plusieurs nouvelles sections, qui répondent aux questions suivantes : Quelle est la contribution des petites entreprises aux exportations canadiennes? Quelles sources de financement les PME utilisent-elles aux différentes étapes de leur développement? Combien de PME demandent un financement par emprunt? Quels sont les principaux fournisseurs de financement par emprunt accordé aux PME?

Lancé en 2001 en réponse à une demande de données de référence sur les petites entreprises, le document *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* est mis à jour deux fois par an et peut être consulté dans le site Web de la Recherche et de la politique de la petite entreprise, à l'adresse www.strategis.gc.ca/statistiquespe

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbpb@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Annie Payant
Courriel : payant.annie@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 941-7628
Télécopieur : (613) 946-1035
Site Web : www.strategis.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

54147B



Contient 10 % de matières recyclées